



12/06/2020

## **La Mission Laïque Française au Liban**

### **2020 l'année de tous les dangers pour les écoles privées.**

La MLF est une association à but non lucratif qui a pour objectif la diffusion de la langue et de la culture françaises dans le monde par le biais d'un enseignement laïc, plurilingue et interculturel. Installée au Liban depuis plus d'un siècle, la MLF aujourd'hui c'est plus de 8000 élèves, 1000 salariés et plus de 100 000 anciens élèves. Opérateur historique de l'enseignement du programme français au Liban, la MLF est totalement intégrée dans le tissu du secteur éducatif privé du pays.

Aujourd'hui et dans le contexte économique libanais actuel, la MLF et ses cinq lycées se retrouvent en danger.

En effet, même si la MLF, au sein de ses établissements a été un précurseur en termes de transparence budgétaire (grâce aux audits externes menés chaque année), si elle a fait acte de solidarité (via la mise en place de caisses de solidarité) et de rigueur au regard de l'homologation française (en confiant la gestion de ses établissements à des Chefs d'établissements fonctionnaires français rémunérés par l'Etat français), elle doit faire face à un changement extrêmement rapide du contexte économique libanais.

Or ce changement est totalement externe au secteur éducatif privé libanais dont quasiment tous les établissements ne réalisent pas de profit et sont à la recherche de ressources externes, ce qui n'est ni sain, ni logique au regard de la loi 515/1996.

Le constat est sans appel : la MLF, une des seules institutions éducatives privées du pays à faire auditer ses comptes par un cabinet indépendant, a enregistré 24 milliards de LL de déficit sur 3 années, allant même jusqu'à être contrainte de présenter des budgets en déficit.

La MLF n'a jamais renoncé à proposer le niveau éducatif le plus élevé possible au prix coûtant. Forte d'accords avec 4 comités de parents, elle a déjà entrepris une réduction des coûts non-essentiels pour faire face aux déficits des établissements et afin de ne pas avoir à les répercuter sur les familles. Elle a également réussi à déployer un dispositif d'enseignement à distance d'une qualité reconnue, dans un délai extrêmement court.

Mais la crise économique qui a débuté il y a 4 à 5 ans et entre dans sa phase la plus dure, est probablement la plus grave qu'ait connu le Liban depuis son indépendance. Et il s'avère qu'elle est amplifiée dans le secteur éducatif privé du fait des conséquences de l'application de la loi 46/2017 sur les rémunérations des personnels enseignants, que la MLF a appliquée intégralement et qui a entraîné une augmentation des droits de scolarité jusqu'à 30 %.

Une des conséquences de cette crise est peut-être que certaines familles libanaises n'ont plus les moyens de payer les charges nécessaires au fonctionnement des établissements de la MLF. Or, il convient de rappeler qu'au Liban l'activité scolaire privée de la MLF n'est pas une activité lucrative. Elle est une contribution, comme celle des autres acteurs éducatifs du secteur privé, à la formation des jeunes pour leur futur et celui de leur pays, évidemment soumis à la loi de l'offre et de la demande, les familles n'ayant aucune obligation à y scolariser leurs enfants.

Face à la crise économique et monétaire, aggravée par la crise sanitaire, la réaction des familles qui mettent une forte pression sur les écoles, n'est pas surprenante pour la MLF, qui partage avec elles

une grande inquiétude. Mais il est important de noter qu'elles ne sont pas seules à souffrir de cette situation qui pèse déjà lourdement sur la situation financière des établissements, et ces derniers vont devoir assumer un déficit accru alors même que la Mlf n'envisage pas la facturation complémentaire à laquelle la loi 515/1996 lui donnerait droit.

La Mlf perçoit l'intégralité des frais de scolarité en livres libanaises sans augmentation depuis 2017/2018, et elle s'est engagée à les maintenir au même niveau pour l'année scolaire prochaine. Dès lors, l'effondrement de la livre libanaise conduit, de fait, à une baisse des salaires des personnels et des frais de scolarité dont la contre-valeur, dans l'absolu, a été réduite d'au moins 50%.

**Tous ces efforts financiers ont une limite et elle est définitivement atteinte.**

La Mlf comprend parfaitement la situation des familles qui scolarisent leurs enfants dans ses établissements et se voient confrontées à des baisses de revenus salariaux ou libéraux, voire à des licenciements. Or les priorités des familles sont complètement bouleversées par cette crise alors que jusqu'ici elles se sacrifiaient pour l'éducation de leurs enfants. Tout cela va contraindre la Mlf à renoncer à l'emploi d'enseignants étrangers du fait de l'effondrement de la monnaie locale, et également à devoir mettre fin à de nombreux emplois locaux.

Le secteur éducatif privé se trouve de plus en plus affaibli et son avenir est en danger alors qu'il fut un pilier du système scolaire national. S'en prendre les uns aux autres ne résoudra rien, que ce soit pour les familles contraintes de vendre leurs biens, ou pour les écoles contraintes de fermer leurs portes.

Le pays et ses écoles ont besoin d'une stabilité qui ne pourra venir ni des familles, ni des écoles. Seul l'État, dans toutes ses composantes (exécutif, législatif, judiciaire) a finalement la lourde charge de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la sécurisation du secteur éducatif privé. Sans cette stabilité, sans aides aux familles, même en réduisant les charges, la Mlf, comme les autres acteurs du secteur éducatif privé, ne pourra surmonter les conséquences de cette crise. Si rien n'est fait alors le Liban se priverait du développement des ressources humaines de haute qualité, avec des dommages à long terme.

Chacun, État, familles, écoles, est face à ses responsabilités. La Mlf, quant à elle, a pris les siennes depuis longtemps ; elle reste totalement ouverte pour participer avec tous les acteurs de la société libanaise et du secteur éducatif, à tout processus de discussion sur les solutions à mettre en œuvre.

## The Mission Laïque Française in Lebanon warns : in 2020 all private schools are in danger

The Mlf (Mission Laïque Française) is a non-profit institution that aims at spreading the French language and culture around the world through secular, plurilingual and intercultural teachings. Established in Lebanon for more than a century, today the Mlf has more than 8,000 students, 1,000 employees and over 100,000 alumni. Having been a historic operator of the teaching of the French program in Lebanon, the Mlf is well integrated into the fabric of the country's private education sector.

Today and given the current Lebanese economic context, the Mlf and its 5 schools are finding themselves in danger.

Indeed, even if the Mlf has been a forerunner in terms of budgetary transparency (thanks to external audits conducted each year), even if she acted in solidarity (via the establishment of solidarity funds) and rigor with regards to the French homologation (by entrusting the management of its schools to French principals salaried by the French state), it must face the extremely rapid changes in the Lebanese economic context.

However, this change is completely external to the Lebanese private education sector, of which almost all schools do not make profits and are looking for external resources, which is neither healthy nor logical with respect to Law 515/1996.

The fact of the matter is clear: the Mlf, one of the only private educational institutions in the country to have its accounts audited by an independent firm, recorded a deficit of LBP 24 billion over 3 years, even going so far as to be forced to present budgets in deficit.

The Mlf has never given up on offering the highest possible educational level at cost price. Being in a solid agreement with 4 parent committees, it has already undertaken a reduction in non-essential costs to deal with the deficits of the schools and so as not to have to pass them on to families. The Mlf also succeeded in deploying a remote learning system of recognized quality, in an extremely short period of time.

However the economic crisis which started 4 or 5 years ago and which is entering its hardest phase, is probably the most serious that Lebanon has experienced since its independence. And it turns out that it is amplified in the private education sector because of the consequences of the application of law 46/2017 on the remuneration of teaching staff, which the Mlf has applied in full and which has led to an increase in tuition fees of up to 30%.

One of the consequences of this crisis may be that Lebanese families can no longer afford to pay the expenses necessary for the operation of Mlf schools. However, it should be recalled that in Lebanon the private school activity of the Mlf is not a lucrative one. It is a contribution, like that of other educational actors in the private sector, to preparing the young people for their future and that of their country; evidently, the private education sector is subject to supply and demand laws, families having no obligation to enroll their children there.

Faced with the economic and monetary crisis, aggravated by the health crisis, the reaction of families who are putting a strong pressure on schools is not surprising for the Mlf who shares with them their great concern. But it is important to note that they are not the only ones to suffer from this situation

which is already starting to weigh heavily on the financial situation of the schools, and the latter will have to assume an increased deficit even though the Mlf does not foresee the additional invoicing to which law 515/1996 entitles it to do.

The Mlf collects the full tuition fees in Lebanese pounds without increases since 2017/2018, and it is committed to keeping it at the same level for the next school year. Consequently, the collapse of the Lebanese pound in fact led to a drop in staff salaries and tuition fees, the value of which, in absolute terms, had been reduced by at least 50%.

**All these financial efforts have a limit and it is definitely reached.**

The Mlf fully understands the situation of the families who educate their children in its schools and are faced with reductions in wages or liberal income, or even layoffs. However, the priorities of families are completely shaken by this crisis when until now they sacrificed themselves for the education of their children. All this will force the Mlf to give up the employment of foreign teachers due to the collapse of the local currency, and will also force it to end many local jobs.

The private education sector is increasingly weakened and its future is in danger when it was a pillar of the national school system. Going after each other will not solve anything, be it for families forced to sell their assets, or for schools forced to close their doors.

The country and its schools are in need of a stability that cannot come from families or schools. Only the State, in all its components (executive, legislative, judicial) has ultimately the heavy burden of implementing the means necessary to secure the private education sector. Without this stability, without aid to families, even by reducing burdens, the Mlf, like the other players in the private education sector, will not be able to overcome the consequences of this crisis. If nothing is done then Lebanon would be deprived of the development of high quality human resources, with long term damages.

Everyone, State, families, schools, is facing its responsibilities. Meanwhile, the Mlf has assumed its responsibilities for a long time; it remains fully open to participate with all players in Lebanese society and the education sector, in any discussion process of the solutions to be implemented.

## البعثة العلمانية الفرنسية (MLF) في لبنان: 2020 هو العام الذي يهدّد جميع المدارس الخاصة

البعثة العلمانية الفرنسية هي جمعية لا تتوّحّي الربح، تهدف إلى نشر اللغة والثقافة الفرنسية في جميع أنحاء العالم من خلال التعليم العلماني، المتعدد اللغات والثقافات. تأسست البعثة في لبنان منذ أكثر من قرن، وتضمّاليوم أكثر من 8000 طالب و 1000 موظف وأكثر من 100.000 متخرّج. كونها المشغل التاريجي للتدرّيس البرنامجي الفرنسي في لبنان، البعثة مدمجة بالكامل في نسيج قطاع التعليم الخاص في البلاد.

واللّيوم وفي ظلّ الأوضاع الاقتصاديّة السيئة في لبنان، أصبحت البعثة العلمانية الفرنسية ومدارسها الثانوية الخمس في خطر.

في الواقع، حتّى لو كانت البعثة، ضمن مؤسساتها، رائدة في مجال شفافية الموازنة (بفضل عمليات المراجعة الخارجية التي تتم كل عام)، وإن كانت قد عملت في تضامن (من خلال إنشاء صناديق التضامن) وبصراحته فيما يتعلق بالتجانس الفرنسي (من خلال تكليف إدارة مؤسساتها لرؤساء مؤسسات الخدمة المدنية الفرنسية التي تدفعها الدولة الفرنسية)، عليها أن تواجه تغييرًا سريعاً للغاية جراء الأوضاع الاقتصاديّة في لبنان.

ومع ذلك، فإنّ هذا التغيير هو أمر جديد تماماً على قطاع التعليم الخاص اللبناني، حيث أنّ جميع المؤسسات لا تتحقّق أي ربح وتبحث عن موارد خارجية، مما يعتبر غير صحيّ وغير منطقّي وفق القانون 1996/515.

النتيجة الواضحة: لقد سجلّت البعثة العلمانية الفرنسية، وهي إحدى المؤسسات التعليمية الخاصة الوحيدة في البلاد التي قامت شركة مستقلة بتنقيق حساباتها، عجزاً قدره 24 مليار ليرة على مدى 3 سنوات، مما اضطرّها إلى تقديم ميزانيات تظهر عجزاً.

لم تتخلى البعثة يوماً عن تقديم أعلى مستوى تعليمي ممكّن بسعر التكلفة. وبالاتفاق مع 4 لجان أهل، قامت البعثة بالفعل بتخفيض التكاليف غير الأساسية للتعامل مع عجز المؤسسات، حتّى لا تضطرّ أن تمرّرها للأهالي لدفعها. كما نجحت في نشر جهاز التعليم عن بعد بجودة معترف بها، وفي وقت قصير للغاية.

لكن الأزمة الاقتصاديّة التي بدأت قبل 4 إلى 5 سنوات تدخلاليوم أصعب مراحلها، وقد تكون الأكثر خطورة التي مرّ بها لبنان منذ استقلاله. وانّتضح أنها أنت أصعب على قطاع التعليم الخاص بسبب عواقب تطبيق القانون 2017/46 المتعلق بأجور أعضاء هيئة التدرّيس، والذي طبقته البعثة بالكامل مما أدى إلى زيادة في الرسوم الدراسية بنسبة 30%.

قد تكون واحدة من نتائج هذه الأزمة أنّ بعض العائلات اللبنانيّة لم تعد قادرّة على تحمل المصاريف الضروريّة لتشغيل المدارس التابعة للبعثة. ومع ذلك، تجدر الإشارة إلى أنّ النظام التعليميّ الخاص لمدارس

البعثة العلمانية الفرنسية في لبنان ليس نظاماً يتولّى الربح. إنها مساهمة، مثلها مثل المؤسسات التعليمية الأخرى في القطاع الخاص، تهدف إلى تحضير الشباب لبناء مستقبلهم ومستقبل بلادهم، والتي تخضع بوضوح لقانون العرض والطلب، وبذلك فإنّ الأسر ليست ملزمة إطلاقاً بإرسال أولادها إلى هذه المدارس.

في مواجهة الأزمة الاقتصادية والنقدية، التي تفاقمت بسبب الأزمة الصحية جراء الوباء العالمي، فإنّ ردّ فعل الأسر التي تمارس ضغطاً قوياً على المدارس ليس مفاجئاً بالنسبة للبعثة، التي تشاركهم قلقهم الكبير. ولكن من المهم أن نلاحظ أنهم ليسوا الوحيدين الذين يعانون من هذا الوضع الاقتصادي الذي يثقل بدوره كاهل المؤسسات بشكل كبير أيضاً، وسيتعين على الأخيرة تحمل عجزاً متزايداً على الرغم من أنّ البعثة لا تتصور أنها ستطلب الأهالي بتسييد الكلفة الإضافية المتوجبة عليهم حسب القانون 515/1996.

تقوم البعثة العلمانية الفرنسية بتحصيل جميع الرسوم الدراسية بالليرة اللبنانية دون زيادة منذ 2017/2018، وقد التزمت بإيقائها على ما هي عليه للعام الدراسي الحالي. ونتيجة لذلك، أدى انهيار الليرة اللبنانية في الواقع إلى انخفاض قيمة رواتب الموظفين ورسوم التعليم، بالقيمة المطلقة، بنسبة 50٪ على الأقل.

**كل هذه الجهدود المالية لها حدود ونؤكّد أننا قد وصلنا إليها.**

تتفهم البعثة العلمانية الفرنسية كلّياً وضع العائلات التي تعلم أولادها في مدارسها وترى نفسها في مواجهة تخفيضات في الأجور أو الدخل الحرّ، وحتى أنها تضطر إلى القيام بعمليات التسريح. ومع ذلك، فإنّ أولويات الأهالي مضطربة بالكامل جراء هذه الأزمة فهم ضحّوا بأنفسهم إلى الآن من أجل تعليم أولادهم. كلّ هذا سيجبر البعثة على التخلّي عن توظيف المعلّمين الأجانب بسبب انهيار العملة المحلية، وإنها العديد من وظائف عاملين محليين أيضاً.

يجد قطاع التعليم الخاص نفسه يضعف أكثر وقد أصبح مستقبلاً في خطر حقيقي، بينما هو بالفعل ركيزة من ركائز النظام المدرسيّ الوطني. إنّ اللوم المتبادل لن يحلّ أي شيء، سواء بالنسبة للأهالي الذين يجبرون على بيع ما يملكون، أو للمدارس التي تجبر على إغلاق أبوابها.

إنّ البلد ومدارسه بحاجة إلى الاستقرار الذي لا يمكن أن يأتي من الأهالي أو المدارس. تتحمّل الدولة وحدها، بجميع مكوناتها (التنفيذية والتشريعية والقضائية) في نهاية المطاف، العبء الثقيل وعليها وضع الخطط اللازمة للنهوض بقطاع التعليم الخاص وحمايته. بدون هذا الاستقرار، وبدون مساعدة العائلات، حتى لو من خلال تخفيف الأقساط، لن تتمكن البعثة العلمانية الفرنسية، أو أي من أعضاء قطاع التعليم الخاص الآخرين، من التغلّب على عواقب هذه الأزمة. إذا لم يتمّ القيام بأي شيء، سيحرم لبنان من تنمية عالية الجودة لموارده البشرية، وسينتج عنها أيضاً أضراراً طويلاً الأمد.

على الجميع، دولةً، وأهالي، ومدارس، تحمل مسؤولياتهم. أما بالنسبة للبعثة العلمانية الفرنسية فهي قد تحملت مسؤولياتها منذ فترة طويلة. ونؤكّد أنّها ستبقى مفتوحة تماماً أمام مشاركة جميع المعنيين من المجتمع اللبناني وقطاع التعليم، بأي مناقشة حول الحلول التي يمكن اتخاذها.